



Conférence-débat Risques naturels & Résilience des Territoires



**SYNTHÈSE
PARTAGÉE ET
ENGAGÉE POUR
DEMAIN**

AGENCE D'URBANISME ET D'ÉNERGIE & UNIVERSITÉ DE CORSE

SOMMAIRE

Le programme.....	2
Le contexte.....	4
L'édito	5
La parole des étudiants et enseignants	6
La synthèse des échanges.....	8

S'ENGAGER POUR DEMAIN

Les actions.....	15
------------------	----

DES ACTIONS FORTES à CONSTRUIRE RAPIDEMENT

Le label valeur	19
Le projet "RES'ÎLE'IENCE"	20
Renforcer la résilience des territoires.....	22
Un plan d'actions partagé.....	23

LE PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE-DÉBAT

LES DÉFIS ET DÉRÈGLEMENTS

Table ronde 1 : Repenser nos territoires pour faire face au changement climatique.

Temps 1 - « Penser globalement la résilience » - Le dérèglement climatique et les défis globaux pour une résilience commune.

Mme Virginie HUGUES – Consultante, experte « climat et environnement ».

Mme Sylvia GHIPPONI – Présidente de l'ordre des architectes.

M. Christian SOMMADE – Délégué Général du Haut comité Français pour la Résilience Nationale.

Mme Morgane MILLET – Coordinatrice de la Chaire « Mutations et Innovations Territoriales » de la Fondation de l'Université de Corse.

Mme Julie MUGICA – Ingénieure spécialiste sur les risques côtiers.

Temps 2 - « Agir localement pour la résilience » - Les défis et projets d'adaptation face au dérèglement portés par les territoires.

M. Antoine ORSINI – Directeur du Grand Site de France Conca d'Oru.

M. Pascal RINALDI Directeur Général Adjoint au Parc Naturel Régional de la Corse.

M. Charles PASQUALINI – Consultant auprès de la coopérative Sud Concept, expert dans les projets de valorisation du patrimoine et de coopération européenne.

2

LES OUTILS-CLÉS DE LA RÉSILIENCE TERRITORIALE

Table ronde 2 : De la planification moderne aux innovations politiques, sociales, environnementales et technologiques

Temps 1 - L'urbanisme réglementaire et de projet pour assurer l'adaptation des territoires au dérèglement climatique et rendre possible la résilience.

M. Maxime THOREL – Chargé de mission auprès du Haut comité Français pour la Résilience Nationale – Université de Montpellier.

Mme Anne-Laure NESI – Experte en urbanisme – Présidente du Réseau des jeunes urbanistes, géographes et aménageurs de Corse (RJUAG).

Temps 2 - Les outils numériques et informatiques au service de la prévention et la résilience des territoires.

Mme Lisa PUPPONI – Doctorante en Géographie, Université de Corse

M. Théo N'GUYEN – Doctorant en Informatique, Université de Corse

M. Jean-Baptiste FILIPPI – Chercheur CNRS, Habilité à la Direction des Recherches à l'Université de Corse.

Temps 3 - De la connaissance des risques, du foncier à risque, à la stratégie d'action foncière résiliente

Mme Julie MUGICA – Ingénieure spécialiste sur les risques côtiers.

Mme Bénédicte BENOÎT-SISCO – Déléguée de rivages de Corse au Conservatoire du Littoral.

M. Matthieu ZANCA-ROSSI – Chargé de mission en charge de la Plaine orientale au Conservatoire du Littoral.

LA SOLIDARITÉ EN ACTION

Table ronde 3 : L'intercommunalité comme pilier de la gestion des risques naturels

M. Gérard ROMITI - Vice-Président en charge des Cycles de l'eau et des risques naturels et technologiques, Communauté d'Agglomération de Bastia.

Mme Clara MARUCCHI - Chargée de mission « Programme d'Actions de Prévention des Inondations » (PAPI) à la Communauté d'Agglomération de Bastia.

Monsieur Jean-Louis ORLANDI - Responsable des services techniques à la CC du Cap Corse.

LES CITOYENS-ACTEURS

3

Table ronde 4 : Responsabilisation et engagements pour une résilience territoriale

Temps 1 - « Responsabilisation et engagement des socio-professionnels pour une résilience territoriale partagée »

Mme Nicole SPINOSI – De la direction des Entreprises et Territoires - Études et Intelligence Territoriale à la Chambre de commerces et d'industrie de la Corse.

Messieurs Valentin AUBLÉ & Jeremy D'AMORE – Associés-Gérants de la société Air Pur Solutions.

Temps 2 - « Regards croisés des acteurs de la sensibilisation et de l'accompagnement des acteurs du territoire, à la gestion résiliente »

Mme Violette FOUBERT – Responsable du pôle accompagnement des territoires au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Centre Corse, A Rinascita.

Mme Marine LABERENNE – Experte en urbanisme – Membre du Réseau des jeunes urbanistes, géographes et aménageurs de Corse.

LE CONTEXTE

La conférence-débat sur les risques naturels et la résilience des territoires, organisée le 17 avril 2024 par l'Agence d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE) et l'Université de Corse, a rassemblé une communauté d'acteurs engagés.

L'Université de Corse, en tant que lieu de convergence des savoirs et des initiatives, se positionne comme un catalyseur de projets innovants et d'actions concrètes pour renforcer la résilience des communautés locales. C'est à partir de cet épicerie intellectuelle et scientifique que doivent émerger des initiatives majeures capables de rayonner et d'influencer positivement l'ensemble du territoire corse.

De son côté, l'AUE s'engage activement dans l'aménagement durable du territoire. En participant à l'organisation de cet événement, elle réaffirme sa volonté de diffuser une culture de la gestion efficiente et proactive des territoires. En collaborant étroitement avec l'Université de Corse, l'AUE aspire à créer des synergies et à renforcer les capacités locales face aux défis posés par les risques naturels et le dérèglement climatique.

Cet événement s'inscrit dans la continuité d'une collaboration fructueuse, amorcée lors d'un travail préliminaire avec les étudiants du Master Risques Naturels de l'Université en février 2024. Leur mission consistait à produire des livrets pratiques destinés aux 19 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de la Corse, compétents en matière de prévention des risques d'inondation.

« *Cette mobilisation collective en Corse témoigne de l'engagement de chacun à construire des territoires plus résilients et durables face aux risques naturels.* »

Initialement conçue comme une plateforme d'échanges, la conférence s'est transformée en une série de tables rondes. Les présidents ont introduit chaque session, suivis par les présentations des livrets pratiques réalisés avec l'AUE. Les discussions ont été animées par divers experts, élus, gestionnaires de territoires et autres parties prenantes, explorant des thématiques essentielles telles que le dérèglement climatique, les outils de

résilience, la solidarité intercommunale et le rôle des citoyens dans la résilience collective.

Dans la poursuite de cette dynamique, l'AUE a ouvert sur son site Internet un espace de consultation et de téléchargement des contributions fournies par les participants aux différentes tables rondes. De plus, une rencontre s'est déroulée le 28 mai 2024, afin de réaliser une synthèse collaborative de la conférence-débat.

Cette publication commune permet d'offrir des recommandations concrètes pour renforcer la résilience des territoires face aux risques naturels, devenant ainsi un guide de référence pour décideurs, praticiens, chercheurs et le grand public.

L'ÉDITO DES PRÉSIDENTS



"Aujourd'hui, plus que jamais, nos territoires sont confrontés à des risques naturels grandissants, et il nous incombe de travailler collectivement pour renforcer leur résilience. L'AUE s'engage fermement à être un acteur central dans cette démarche. Notre objectif est clair : non seulement prévenir les catastrophes, mais aussi accompagner les territoires pour qu'ils puissent anticiper et lorsque c'est inévitable, rebondir plus vite et plus efficacement face aux aléas. Cette conférence marque une étape importante dans notre engagement commun. Elle nous a permis de rassembler des expertises variées, d'échanger des idées novatrices, et surtout de renforcer notre volonté de travailler ensemble pour un avenir plus sûr et durable. Ce partenariat avec l'Université de Corse témoigne de notre engagement à promouvoir une recherche appliquée et des actions concrètes sur le terrain, qui répondront aux défis de demain.

Cette conférence est née d'une réflexion approfondie entre notre équipe et le Master Risques Naturels de l'Université de Corse. Le partenariat liant l'AUE et l'Université de Corse a permis l'accueil d'une étudiante en alternance du Master Risques Naturels lui offrant ainsi une formation en immersion dans un cadre opérationnel.

Ce partenariat témoigne de notre engagement dans la transmission des savoirs, la formation des acteurs de la gestion résiliente de demain. "

5

Julien PAOLINI, Président de l'Agence d'Urbanisme et d'Energie de la Corse



"C'est avec grand plaisir que l'Université de Corse s'est associée à l'AUE pour aborder un sujet aussi fondamental que celui de la résilience territoriale face aux risques naturels.

La Corse, par ses spécificités géographiques, est particulièrement vulnérable aux risques climatiques tels que les inondations, les incendies ou encore l'érosion côtière. Il est donc essentiel de mobiliser l'ensemble des forces vives – scientifiques, élus, acteurs locaux et citoyens – pour travailler en commun sur ces problématiques.

Cette conférence a démontré la nécessité absolue de combiner recherche scientifique, innovation et actions concrètes. Au sein de l'Université, nous travaillons à développer des outils et des solutions durables, en partenariat avec les acteurs locaux. Nos projets incluent notamment la création de systèmes d'alerte avancés, la recherche pour des stratégies d'aménagement et de gestion des territoires adaptées.

Nous avons également une mission de formation et de sensibilisation car l'adaptation au changement climatique ne pourra se faire sans un changement profond des comportements et une implication citoyenne.

Cette conférence a mis en lumière l'importance de la mobilisation de chacun pour surmonter les défis futurs, protéger nos écosystèmes et préserver l'avenir des jeunes générations.

Enrichir nos travaux et réflexions, tel a été le pari réussi de cette conférence."

Dominique FEDERICI, Président de l'Università di Corsica

LA PAROLE DES ÉTUDIANTS ET ENSEIGNANTS

Lors de la conférence-débat, les étudiants et enseignants du Master Risques Naturels de l'Université de Corse ont partagé leurs expériences pratiques et les résultats obtenus.

Ces interventions ont permis de mettre en lumière l'importance de la formation académique dans la compréhension et la gestion des risques naturels. Les étudiants ont présenté les livrets pratiques qu'ils ont élaborés, au cours du workshop. Destinés aux établissements publics de coopération intercommunale en Corse, ces livrets offrent des recommandations concrètes et des stratégies pour la prévention des inondations.

En valorisant les travaux des étudiants, la conférence a démontré que la nouvelle génération est prête à contribuer activement à la résilience territoriale. Les enseignants, quant à eux, ont souligné l'importance d'une pédagogie intégrant la résilience et la gestion des risques, pour préparer les futurs professionnels à relever les défis environnementaux.



Emma MAZZONI, alternante à l'AUE étudiante en Master 2 Risques Naturels à l'Université

« Cette conférence-débat a été un moment enrichissant d'échanges et d'apprentissages sur le thème des risques naturels et la résilience des territoires. La diversité et la qualité des intervenants ont été très appréciées, permettant d'aborder le sujet sous de nombreux angles. Chaque intervention apportait des informations pertinentes et instructives. De plus, les échanges avec le public ont été particulièrement appréciés. Cette conférence-débat a démontré que le sujet de la résilience des territoires face aux risques naturels est vaste et implique de nombreux acteurs. Bien qu'une seule conférence ne suffise pas à répondre pleinement à toutes les questions, elle peut être le point de départ d'une réflexion collective, pouvant mener à d'autres événements similaires. Tous les acteurs présents ont souligné l'importance d'aborder ce sujet de manière collaborative. »

6

“ J'ai trouvé la conférence dans un premier temps très gratifiante puisque cela nous a permis d'exposer notre travail aux divers acteurs œuvrant dans la prévention et la résilience du territoire, et dans un second temps j'ai trouvé cela intéressant d'un point de vue connaissances car nous avons pu découvrir de nombreuses actions et idées concernant la gestion des risques naturels.”

Jean-Philippe PASQUIER

“ Le partage d'expérience m'a permis de découvrir de nouveaux sujets comme notamment l'urbanisme.”

Gwénaél PENARD

“Les points forts de la conférence-débat étaient que cela portait sur un sujet d'actualité qui suscite un vif intérêt. Cela a permis d'attirer un large public et de susciter des discussions animées. Les intervenants étaient des personnalités de premier plan qui ont apporté des éclairages précieux sur le sujet. Leurs interventions étaient captivantes et stimulantes.

La conférence-débat était ponctuée de questions-réponses et d'échanges avec le public. Cela a permis de rendre l'événement plus dynamique et participatif.

La conférence aurait pu avoir lieu sur deux journées pour laisser plus de temps de parole à chaque intervenant et rendre les explications moins condensées. Mon bilan est donc très positif quant à ce projet.”

Steven SERMET



Lila FERRAT, Maître de conférences en Ecologie, Université de Corse

"Une formidable expérience a été vécue par nos étudiants de master risques naturels.

Le travail collaboratif d'écriture des livrets pratiques avec l'AUE leur a permis de réinvestir des notions vues en cours et de se saisir de problématiques d'urbanisme totalement nouvelles pour eux. Une forte émulation s'est ressentie pendant les 2 jours intenses de workshop, les idées ont fusé !

Je suis très fière que ces jeunes gens, futurs acteurs de la prévention des risques et de la gestion des crises, aient pu valoriser et présenter leurs travaux lors de cette conférence-débat. Tous les échanges de la journée témoignent de l'importance du rôle qu'ils auront à jouer dans la résilience des territoires face aux risques naturels.

Je remercie vivement l'AUE de nous avoir offert l'opportunité d'installer, au sein d'un programme pédagogique, ces moments de création et de débats, qui font prendre sens aux enseignements de nos étudiants."

7



" J'ai pu découvrir la gestion des risques sous le prisme de l'urbanisme ce que nous n'avons pas l'occasion de voir en cours. La présentation lors de la conférence-débat a été l'occasion de présenter notre travail abouti mais aussi de rencontrer et d'échanger avec d'autres acteurs. Je pense que cette expérience peut être utile d'un point de vue professionnel. "

Maeva BERTRAND

" La conférence a été un moment riche en émotion pour s'exprimer devant autant de personnes mais aussi très instructif.

Les interventions des différents experts m'ont apporté des connaissances mais aussi ouvert les yeux sur certains domaines jusque-là inconnus pour moi.

Xavier SAMMARCELLI

" Le débat m'a passionné par l'intervention de plusieurs intervenants et professeurs ce qui nous a permis de concrétiser ce projet et d'avoir des avis d'experts de ce domaine. "

Dominique BRUSCHINI

LA SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

La conférence-débat sur la résilience territoriale a réuni des experts, des élus et des étudiants pour discuter des défis et des solutions liés aux risques naturels et au dérèglement climatique.



Madame Vannina PASQUALINI, vice-présidente de la commission de la recherche de l'Université de Corse, a lancé les discussions en représentant le Président Monsieur Dominique FEDERICI. Dans son intervention, elle a souligné l'intérêt de ce type d'initiative et a rappelé le rôle de l'Université dans la diffusion d'une culture de la résilience des territoires. En sa qualité de vice-présidente, elle a mis en avant l'engagement de l'Université dans la promotion de recherches et d'actions concrètes visant à renforcer la résilience des communautés locales.

8

Les étudiants ont ensuite pris la parole pour présenter le travail réalisé en atelier en février et le résultat mis en forme. Ils ont précisé les risques et les solutions en s'adressant tout particulièrement aux élus, compétents en matière de prévention et de gestion des risques naturels. Leur présentation a servi de préambule aux discussions, fournissant un cadre concret et des exemples pratiques pour les débats à venir. C'est après ces interventions que les tables rondes se sont tenues, permettant d'approfondir les thématiques abordées et de discuter des solutions possibles pour renforcer la résilience des territoires face aux risques naturels et au dérèglement climatique.

Cet événement s'est structuré autour de quatre grandes tables rondes, offrant des discussions approfondies sur divers aspects de la résilience territoriale. Chaque table ronde a abordé des thématiques spécifiques, apportant des contributions essentielles à la construction de la résilience territoriale. Certaines sessions ont été divisées en deux, voire trois, temps pour permettre une exploration plus détaillée des sujets

La première table ronde s'est consacrée aux défis posés par le dérèglement climatique et à la nécessité de repenser nos territoires pour y faire face. Les intervenants ont abordé les impacts du changement climatique sur les risques naturels tels que les inondations, les tempêtes et les sécheresses, ainsi que les stratégies d'adaptation et d'atténuation nécessaires pour renforcer la résilience territoriale. En identifiant les défis spécifiques liés au dérèglement climatique, cette discussion a servi de point de départ pour réfléchir à la transformation de nos territoires afin de garantir la sécurité et le bien-être de tous.

Monsieur Christian Sommade, Délégué Général du Haut Comité Français pour la Résilience Nationale, a ouvert la discussion en définissant la résilience et en présentant les principales problématiques liées aux interdépendances des infrastructures critiques et à la gestion de crise. Cette introduction a posé les bases théoriques pour comprendre les enjeux de la résilience territoriale à une échelle globale.

Madame Virginie HUGUES, consultante experte en climat et environnement, a ensuite souligné l'importance de comprendre les effets passés et futurs du climat en Corse, évoquant l'augmentation des températures et les changements dans les régimes de précipitations. Les intervenants ont insisté sur le besoin d'intégrer ces changements dans la planification territoriale pour réduire la vulnérabilité des communautés locales.

Poursuivant cette réflexion, **Madame Morgane MILLET, Coordinatrice de la Chaire « Mutations et Innovations Territoriales » de la Fondation de l'Université de Corse**, a mis en avant le rôle de la Chaire dans la promotion des actions résilientes et a insisté sur le rôle crucial de la formation initiale et continue pour faire face aux défis du dérèglement climatique.

Madame Sylvia GHIPPONI, Présidente du conseil régional de l'ordre des architectes, a également insisté sur l'importance de la formation et de l'éducation, soulignant que chaque acteur, qu'il soit professionnel ou citoyen, doit être formé pour comprendre et répondre aux enjeux climatiques.

Madame Julie MUGICA, ingénieure spécialiste des risques côtiers au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), a complété ces interventions en évoquant l'importance de la connaissance précise des risques côtiers pour mieux gérer et prévenir les aléas liés à l'érosion et aux submersions marines.

Le deuxième temps de cette table ronde a mis l'accent sur les actions locales.

9



Messieurs Antoine Orsini, Pascal Rinaldi et Charles Pasqualini ont partagé leurs expériences et les stratégies de gestion résiliente des territoires. Ils ont mis en avant l'importance de la connaissance approfondie du site, la coordination efficace des acteurs, et la mise en place de plans d'action pragmatiques. Ils ont également souligné la nécessité d'avoir des animateurs de terrain et des échanges réguliers dans des réseaux organisés pour

assurer une mise en œuvre efficace des actions de résilience. Ils ont également insisté sur le besoin de pérenniser la sensibilisation actuellement faite auprès des jeunes publics scolaires sur tout le territoire.

La transition vers la seconde table ronde s'est faite naturellement en approfondissant les outils-clés nécessaires pour renforcer la résilience territoriale face aux risques naturels. Les discussions se sont appuyées sur les défis présentés lors de la première table ronde et ont examiné comment la planification moderne et les innovations politiques, sociales, environnementales et technologiques peuvent contribuer à renforcer la résilience des territoires. Les intervenants ont partagé des meilleures pratiques en matière de planification urbaine, de gestion des ressources naturelles et de participation communautaire, tout en mettant en évidence des initiatives innovantes éprouvées dans d'autres régions. Cette discussion a permis aux participants de repartir avec des idées concrètes et des solutions pratiques pour renforcer la résilience de leur propre territoire.

Monsieur Maxime THOREL a présenté le label « Ville Résiliente » du Haut Comité Français pour la Résilience Nationale, visant à renforcer les capacités des collectivités locales à gérer les risques naturels et climatiques. Madame Anne-Laure NESI a souligné le rôle crucial des documents d'urbanisme dans la gestion résiliente des territoires, insistant sur l'importance de la qualité des projets urbains et de la concertation publique pour garantir une adaptation efficace aux changements climatiques.



Madame Lisa Pupponi et Messieurs Théo N’Guyen et Jean-Baptiste Filippi ont ensuite présenté divers outils numériques et informatiques destinés à renforcer la bonne gestion et la résilience territoriale. Ils ont démontré le rôle des simulations, les smart grids et des smart villages pour anticiper les crises et améliorer la gestion des ressources. Ils ont également mis en avant la nécessité de rapprocher la recherche des territoires et des gestionnaires de terrain pour une application concrète et efficace des innovations technologiques.

Le troisième temps de cette table ronde a, enfin, été consacré à l’exploration approfondie des stratégies foncières résilientes, en se concentrant sur l’importance de la connaissance des risques et de la gestion des terrains vulnérables pour élaborer des actions efficaces en matière de résilience territoriale.

10

Madame Julie MUGICA, ingénieure spécialiste des risques côtiers, a ouvert ce temps en mettant en évidence l'importance d'une connaissance précise et détaillée des risques pour élaborer des stratégies foncières résilientes. Elle a souligné que la compréhension des dynamiques côtières et des aléas liés à l'érosion et aux submersions marines est essentielle pour protéger les zones vulnérables et guider les décisions d'aménagement du territoire.

Madame Bénédicte BENOÎT-SISCO, déléguée de rivages de Corse au Conservatoire du Littoral, a partagé des initiatives concrètes menées par le Conservatoire pour préserver et adapter les espaces littoraux face aux changements climatiques. Elle a illustré comment une gestion intégrée et proactive du littoral, en collaboration avec les acteurs locaux, permet de renforcer la résilience des territoires côtiers. Madame Benoît-Sisco a également insisté sur l'importance des actions de restauration écologique et de l'utilisation de solutions fondées sur la nature pour atténuer les impacts des risques côtiers.

Monsieur Matthieu ZANCA-ROSSI, chargé de mission en charge de la Plaine orientale au Conservatoire du Littoral, a conclu en présentant des projets spécifiques de la Plaine orientale, mettant en lumière les défis et les succès des stratégies d'adaptation mises en œuvre. Il a expliqué comment l'acquisition et la gestion des terrains à risque permettent de réduire la vulnérabilité des territoires et d'assurer une meilleure préparation aux futures crises climatiques.

La troisième table ronde a mis à l'honneur, l'intercommunalité. Les intervenants ont partagé des exemples de coopération entre différentes collectivités pour la prévention des inondations et la gestion de l'eau. Ils ont souligné que le niveau intercommunal est souvent le plus efficace pour coordonner les actions de résilience, grâce à une meilleure gestion des ressources et à une solidarité renforcée entre les communes.

Monsieur Gérard ROMITI, Vice-Président en charge des Cycles de l'eau et des risques naturels et technologiques à la Communauté d'Agglomération de Bastia (CAB), a parlé, par la suite des initiatives intercommunales pour la gestion des cycles de l'eau et des infrastructures critiques. Il a illustré comment la coopération intercommunale renforce la capacité à gérer les crises, notamment en matière de prévention des inondations et de gestion des ressources en eau.

Madame Clara MARUCCHI, chargée de mission « Programme d'Actions de Prévention des Inondations » (PAPI) à la Communauté d'Agglomération de Bastia (CAB), a détaillé les actions spécifiques du PAPI pour réduire les risques d'inondation à l'échelle intercommunale. Elle a expliqué comment les plans d'actions intercommunaux sont élaborés et mis en œuvre, en mettant en avant l'importance de la planification et de la réactivité collective. Enfin, elle a souligné l'importance de la prévention et de l'implication des citoyens dans les processus décisionnels pour renforcer la résilience communautaire.



Monsieur Jean-Louis ORLANDI, responsable des services techniques à la communauté de communes du Cap Corse, a présenté des exemples de projets pour améliorer la résilience des infrastructures et des services publics. Il a insisté sur la nécessité d'une approche intégrée et coordonnée pour répondre efficacement aux défis posés par les risques naturels.

Enfin, la discussion s'est centrée sur le rôle des citoyens, des entreprises et des associations en tant qu'acteurs centraux dans la résilience des territoires. En s'appuyant sur les discussions précédentes les intervenants ont exploré la manière de responsabiliser et engager ces différents acteurs peut renforcer l'adaptation au dérèglement climatique et la résilience attendue pour les territoires. La discussion a mis en lumière les différentes bonnes pratiques et les exemples inspirants de mobilisation collective ou de solutions innovantes, cette table ronde a démontré l'importance de l'engagement.

Au cours du premier temps d'échange, **Madame Nicole SPINOSI, de la direction des Entreprises et Territoires à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corse (CCI),** a ouvert la discussion en mettant en avant la responsabilité environnementale des entreprises. Elle a expliqué comment la CCI accompagne les entreprises dans cette démarche, soulignant que pour les entreprises, les risques naturels représentent également un risque économique majeur. Madame SPINOSI a également valorisé les démarches coopératives et la nécessité de conforter ce réseau d'acteurs mobilisés ce jour-là, démontrant ainsi le nombre d'acteurs impliqués sur ces problématiques.

Messieurs Valentin AUBLÉ et Jeremy D'AMORE, associés-gérants de la société Air Pur Solutions, ont présenté des innovations technologiques visant à améliorer la résilience environnementale des territoires. Ils ont mis en avant des solutions pour la purification de l'air et de l'eau, montrant comment la technologie peut être utilisée pour répondre aux défis environnementaux et améliorer la qualité de vie des citoyens. Leur intervention a souligné l'importance de l'innovation et de la collaboration entre les entreprises technologiques et les communautés locales pour construire des territoires résilients.

Finalement, pour le dernier temps d'échange de cette conférence-débat, **Madame Violette FOUBERT, responsable du pôle accompagnement des territoires au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Centre Corse, A Rinascita**, a partagé des initiatives éducatives visant à sensibiliser les citoyens aux risques naturels et à promouvoir des comportements résilients. Elle a mis en avant des ateliers participatifs et des programmes de formation pour différents publics, soulignant l'importance d'éduquer dès le plus jeune âge pour instaurer une culture de la résilience.

Madame Marine LABERENNE, experte en urbanisme et présidente du Réseau des jeunes urbanistes, géographes et aménageurs de Corse, a complété cette perspective en insistant sur le rôle de l'urbanisme participatif. Elle a expliqué comment la concertation publique et l'inclusion des citoyens dans les processus de planification urbaine sont essentielles pour développer des projets qui répondent aux besoins locaux et renforcent la résilience. Elle a également mis en avant des exemples de projets urbains où la participation citoyenne a conduit à des solutions innovantes et adaptées aux défis spécifiques des territoires.

Les deux intervenantes ont défendu des modèles de l'urbanisme et de la participation citoyenne durables et adaptés aux défis à relever, tout en restant pragmatiques. Elles ont démontré l'importance de la proximité, de l'échange et de l'éveil des consciences des jeunes, des élus, des producteurs, des entrepreneurs, de tout un chacun.

À chaque table ronde, les intervenants ont mis en avant des démarches positives et concluantes, transposables à d'autres contextes. Ces initiatives incluaient l'utilisation de matériaux biosourcés, des systèmes d'alerte précoce et des solutions basées sur la nature. Bénédicte Benoît-Sisco a présenté le projet ADAPTO du Conservatoire du littoral, illustrant une gestion intégrée de l'espace littoral et l'adaptation au changement climatique. Ces pratiques démontrent comment des actions concrètes peuvent renforcer la résilience des territoires.

D'une manière générale, les échanges se sont principalement concentrés sur ce qui est fait et ce qu'il faut faire pour adapter les territoires face aux risques, plutôt que sur les risques eux-mêmes. Il a été question de démontrer les actions en faveur d'une bonne gestion des territoires, de solutions innovantes et durables, souvent basées sur la nature ou des matériaux biosourcés, ainsi que la recherche scientifique appliquée aux territoires.

Ainsi, plusieurs idées directrices ont émergé des discussions :

Partager le vocabulaire – S’entendre sur les termes – Attribuer la même valeur aux mots

Pour garantir une collaboration efficace entre les différents acteurs impliqués dans la résilience territoriale, il est essentiel de s'entendre sur un vocabulaire commun. Cela inclut la définition précise de concepts clés comme la résilience, l'adaptation et la vulnérabilité. Un langage partagé permet de clarifier les objectifs, de faciliter la communication et de s'assurer que toutes les parties prenantes attribuent la même importance aux termes utilisés.

Partir du territoire pour construire les solutions

Développer des solutions adaptées aux spécificités de chaque territoire en matière de gestion, d'aménagement et d'architecture. Julie Mugica du BRGM a insisté sur l'importance de la connaissance précise des risques côtiers pour mieux gérer et prévenir les aléas liés à l'érosion et aux submersions marines.

Associer et impliquer le monde économique et les citoyens

13 Impliquer activement les acteurs économiques et les citoyens dans les projets de résilience, en collaboration avec des entreprises locales, des associations et des groupes communautaires. Les intervenants ont souligné l'importance de la sensibilisation et de l'éducation pour renforcer la culture du risque et encourager les comportements adaptés face aux défis climatiques.

Travailler en réseau, expérimenter et valoriser

Favoriser la collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle. Des partenariats entre les universités, les pompiers, les collectivités locales, le Conservatoire du littoral, le BRGM, l'Ordre des architectes et d'autres acteurs ont été cités comme des modèles de coopération efficace. Il est également crucial de valoriser et de partager les bonnes pratiques et les expériences réussies pour inspirer et guider d'autres initiatives. L'expérimentation de nouvelles approches et solutions doit être encouragée pour tester leur efficacité et leur adaptabilité à différents contextes.

Miser sur des solutions innovantes et durables

Intégrer des solutions basées sur la nature, les technologies avancées et les matériaux écologiques dans les projets de résilience. Les innovations présentées par Air Pur Solutions et d'autres acteurs ont démontré le potentiel des nouvelles technologies pour améliorer la qualité de vie et la résilience des territoires.



S'ENGAGER POUR DEMAIN

LES ACTIONS

Pour faire évoluer les comportements et assurer les conditions d'une réelle résilience territoriale face aux risques naturels et aux effets du réchauffement climatique, il est crucial de mettre en œuvre des actions concrètes dans divers domaines tels que l'urbanisme, la sensibilisation, la participation citoyenne, la technologie, les politiques publiques et la collaboration intersectorielle. Ces actions doivent être coordonnées et soutenues par un engagement collectif, visant à renforcer la capacité des territoires à anticiper, s'adapter et se relever des chocs climatiques et environnementaux.

Voici quelques pistes :

1. Défendre les principes d'un urbanisme résilient

« Nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes avec la même pensée que celle que nous avons lorsque nous les avons créés. »

Albert Einstein

L'intégration de la résilience dans l'urbanisme est essentielle. Les plans d'urbanisme et de développement territorial doivent inclure des critères de résilience pour construire des infrastructures durables et résistantes aux aléas climatiques. Parallèlement, la préservation et la restauration des zones naturelles, telles que les zones humides et les forêts, sont cruciales car elles servent de tampons naturels contre les catastrophes.

2. Eduquer et sensibiliser

L'éducation des jeunes et la sensibilisation des adultes jouent un rôle clé dans l'évolution des comportements. Il est nécessaire d'intégrer des modules sur la résilience et la gestion des risques dans les cursus scolaires et universitaires pour préparer les jeunes générations aux défis climatiques. De plus, des campagnes de sensibilisation doivent être lancées pour informer le public sur les risques naturels et les mesures de résilience, en utilisant divers médias pour toucher un large public.

3. Favoriser la participation citoyenne

L'engagement des citoyens est une condition sine qua non de la résilience territoriale. Il est important d'encourager la participation des citoyens à travers des forums, des consultations publiques et des ateliers participatifs, permettant ainsi à chacun de contribuer aux stratégies de résilience.

La création de réseaux d'acteurs pour surveiller et signaler les risques, ainsi que la formation de groupes de volontaires prêts à intervenir en cas de besoin, peuvent également être regardées comme des mesures essentielles.

4. Poursuivre les travaux de recherche et l'innovation

L'utilisation de la technologie et de l'innovation est indispensable pour anticiper et gérer les risques naturels. Les systèmes d'alerte précoce permettent d'anticiper les risques et d'alerter les populations en temps utile. Par ailleurs, il est important de promouvoir des solutions basées sur la nature, comme la restauration des écosystèmes, pour atténuer les impacts des risques naturels et climatiques. La recherche doit être encouragée pour développer de nouvelles technologies et méthodes permettant d'améliorer la résilience des territoires. Les partenariats entre les universités, les centres de recherche, les entreprises et les collectivités locales sont essentiels pour favoriser l'innovation et la diffusion des meilleures pratiques. En investissant dans la recherche et le développement, nous pouvons identifier des solutions efficaces et adaptées aux spécificités de chaque territoire.

5. Orienter les financements, les rendre plus accessibles et soutenir l'initiative privée

Un financement adéquat et accessible est essentiel pour soutenir les initiatives de résilience, qu'elles soient publiques ou privées. La conférence a insisté sur la nécessité d'orienter les financements vers des projets qui intègrent la gestion des risques naturels et l'adaptation au changement climatique. Les critères de subvention doivent inclure des considérations de résilience pour garantir que les ressources soient allouées efficacement.

16

De plus, il est important de faciliter l'accès aux financements pour les collectivités locales et les acteurs privés, en simplifiant les procédures de demande et en augmentant la transparence. Les partenariats public-privé doivent être encouragés pour développer des projets à grande échelle et maximiser l'impact des investissements. En soutenant l'initiative privée, on peut stimuler l'innovation et la création de solutions adaptées aux besoins spécifiques des territoires.

6. Créer ou renforcer des réseaux, nouer des partenariats

Un réseau d'acteurs solide est indispensable pour une résilience territoriale efficace. La conférence a souligné l'importance de consolider les liens entre les différents intervenants, y compris les autorités locales, les services de l'État, les organisations non gouvernementales, les chercheurs, et les citoyens. Un réseau bien structuré permet de partager les ressources, les informations et les meilleures pratiques, facilitant ainsi une réponse coordonnée face aux risques naturels. Il est crucial de créer des plateformes de dialogue et de collaboration, comme des forums, des groupes de travail et des partenariats public-privé. En renforçant ce réseau, les acteurs peuvent mieux coordonner leurs actions, maximiser l'impact de leurs initiatives et garantir une gestion plus efficace des crises.

7. Participer et faire participer à la journée de la résilience

Participer à la journée de la résilience, organisée chaque 13 octobre, est essentiel pour sensibiliser et informer le public sur les risques naturels et technologiques. Cet événement national, instauré par le gouvernement, vise à acculturer les citoyens aux risques présents sur leur territoire, à promouvoir les bons comportements en cas de catastrophe, et à les transformer en acteurs de leur propre sécurité.



17

L'édition 2023 a rassemblé près de 3 000 actions à travers le pays, démontrant l'engagement des établissements scolaires, des collectivités, et de divers acteurs publics et privés.

La mobilisation collective autour de cette journée est essentielle pour intégrer la culture du risque dans notre quotidien et encourager une approche proactive face aux catastrophes. En participant activement, les citoyens et les institutions peuvent non seulement se préparer efficacement aux aléas, mais aussi contribuer à une résilience accrue de leurs communautés. La journée de la résilience est donc un outil fondamental pour construire des territoires plus sûrs et plus résilients, tout en renforçant la capacité d'adaptation de la société aux défis climatiques et environnementaux.

Les conditions nécessaires pour parvenir à la résilience sont issues des discussions tenues pendant et après la conférence-débat, ainsi que des échanges avec l'ensemble des intervenants.



DES ACTIONS FORTES À CONSTRUIRE

RAPIDEMENT

Face aux défis posés par les risques naturels et plus largement par le changement climatique, il est crucial de mettre en œuvre des actions fortes rapidement.

La conférence a permis d'aborder plusieurs mesures prioritaires et à la suite de cette dernière, les échanges entre les intervenants ont débouché sur plusieurs propositions.

Ces propositions ne présument pas des organismes qui seront chefs de file de ces actions. Elles témoignent, à ce stade, d'une volonté claire que toutes les parties prenantes de la conférence participent activement à la définition et à la réalisation de ces actions, dans le cadre d'un partenariat officiel, assurant une approche collaborative et inclusive pour atteindre les objectifs de résilience.

LE LABEL VALEUR

Le label « **Valorisation des Actions Locales en faveur d'Urbanisme Résilient** » (**VALEUR**) est une initiative innovante destinée à reconnaître et promouvoir les territoires qui intègrent de manière exemplaire les principes de résilience dans leurs projets d'urbanisme. Ce label vise à valoriser les efforts des communes et intercommunalités engagées dans des démarches concrètes pour renforcer la résilience de leurs territoires face aux risques naturels et aux effets du réchauffement climatique.

Les objectifs du label VALEUR sont multiples :

- **Reconnaître les initiatives exemplaires** : Mettre en avant les territoires qui adoptent des stratégies d'urbanisme résilient.
- **Promouvoir les bonnes pratiques** : Diffuser les expériences réussies et les solutions innovantes.
- **Stimuler l'engagement** : Encourager davantage de collectivités à intégrer la résilience dans leur planification urbaine.
- **Favoriser la collaboration** : Renforcer les liens entre les acteurs publics, privés et associatifs pour une approche concertée de la résilience.
- **Accroître la visibilité des actions locales** : Rendre les efforts des territoires plus visibles et accessibles, inspirant ainsi d'autres régions à suivre le même chemin.

19

Créé et géré par un comité d'experts mixte regroupant des acteurs publics et privés, ce label est attribué aux communes et intercommunalités qui démontrent leur engagement et leurs réalisations concrètes en matière de résilience territoriale. Le comité d'experts comprend des représentants de l'Agence d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE), de l'Université de Corse et de sa Fondation, de la Collectivité de Corse (CdC), de divers services de l'État (DDT, DREAL, UDAP), du BRGM et du Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN). Il inclut également des experts privés tels que le RJUAG, le CPIE, le CAUE, ainsi que des experts consultants. Selon les territoires candidats, des experts invités comme le Syndicat Mixte GSF Conca d'Oru, les parcs naturels régionaux et le Conservatoire du littoral peuvent aussi participer.

Les territoires souhaitant obtenir le label doivent candidater en soumettant un dossier détaillé présentant leurs projets et les actions mises en place selon des critères d'évaluation précis. Le dossier doit inclure des descriptions des initiatives mises en œuvre, des résultats obtenus, et des plans futurs. Le comité d'experts examine chaque dossier et procède à des visites de terrain pour évaluer la conformité des projets aux exigences du label.

Les territoires labellisés recevront une reconnaissance officielle et seront mis en avant comme des modèles à suivre en matière d'urbanisme résilient. Cette reconnaissance vise à encourager davantage de collectivités à intégrer la résilience dans leur planification urbaine, en diffusant les expériences réussies et les solutions innovantes. En valorisant les initiatives exemplaires, le label stimule une transformation positive et durable des territoires.

L'objectif est de labelliser un nombre significatif de territoires chaque année, afin de créer un réseau de communes exemplaires en matière de résilience. Ce réseau permettra de partager les meilleures pratiques et de multiplier les initiatives réussies à travers la région, renforçant ainsi la culture de la résilience à travers les territoires.

LE PROJET “RESÎLE’IENCE”

Le projet « Resîle’ience » est une initiative financée par le FEDER qui vise à renforcer la résilience du territoire insulaire dans le contexte du changement climatique et de l'épuisement des ressources.

Il se concentre sur des actions permettant de favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes.

Il intègre plusieurs actions structurantes, à savoir:

- **La création d’un observatoire des actions résilientes**

Il s’agit d’un outil essentiel pour centraliser, analyser et diffuser les données relatives aux risques et aux actions de résilience. Cet observatoire permet d’évaluer les politiques publiques et les impacts des initiatives privées, qu’elles soient entrepreneuriales ou associatives. En recensant les actions publiques et les initiatives des acteurs privés, l’observatoire fonctionne comme un laboratoire des événements résilients, inventoriant les outils, expliquant et étudiant leur pertinence. L’intégration de plusieurs observatoires et fonctions d’observation permet de produire des analyses transversales et de faciliter l’approche thématique. En fournissant une base de données complète et accessible, l’observatoire de la résilience aide à orienter les décisions et à élaborer des stratégies efficaces pour renforcer la résilience des territoires.

- **L’instauration d’un statut d’ambassadeur de la résilience sur le territoire**

Les ambassadeurs de la résilience joueront un rôle crucial en promouvant des solutions basées sur la nature et en sensibilisant les communautés locales aux enjeux environnementaux. Ils seront formés pour devenir des relais d’information et de mobilisation, facilitant l’adoption de pratiques résilientes au sein des communautés insulaires. Un appel à manifestations sera publié, permettant aux associations, ONG et autres acteurs locaux de rejoindre ce dispositif et de collaborer pour renforcer la résilience de leurs territoires.

- **L'élaboration d'une plateforme/application web collaborative**

Cette plateforme permettra de prévoir les impacts du changement climatique en Corse et de planifier/programmer des actions adaptées pour éviter et réduire les effets et rendre résilient le territoire. Cette plateforme/application combine un modèle de simulation à événements discrets et des techniques de l'intelligence artificielle pour des systèmes résilients.

- **La désignation et l'intervention d'équipe pluridisciplinaire sur un ou plusieurs territoires pilotes**

L'objectif de cette action est d'expérimenter des solutions de résilience sur une commune volontaire. Cette action peut être l'occasion de traiter la thématique du trait de côte. Elle vise, dans tous les cas, à tester des solutions innovantes et à créer un exemple concret à suivre pour d'autres communes insulaires. En renforçant les liens entre la communauté universitaire et les territoires à risques, cette action permettra de valoriser la recherche-action et de produire des résultats applicables à l'échelle locale et régionale. Les critères de sélection des communes volontaires pourraient être la vulnérabilité au changement climatique, l'existence de problèmes liés au trait de côte, et l'engagement des autorités locales. Une fois le site pilote identifié, il est crucial de produire un cahier des charges détaillé. Ce document définira les objectifs, les besoins et les attentes du projet. Il servira de base pour désigner une équipe pluridisciplinaire ou pour écrire un règlement de concours. Les étudiants peuvent aussi être mobilisés sur les sites pilotes. Cette action renforce alors les liens entre territoires, professionnels et Université.

21

- **Le développement d'un Programme d'Engagement des Entreprises pour la Résilience (le PEER)**

Cette action vise à impliquer activement les entreprises locales dans les efforts de résilience territoriale. Le programme se concentre sur la promotion de pratiques durables et résilientes au sein des entreprises, tout en fournissant des ressources et des incitations pour faciliter cette transition. Ce programme permet d'organiser des ateliers de formation pour aider les entreprises à mettre en œuvre des mesures de résilience et à s'adapter aux impacts climatiques mais également pour renforcer leur capacité à anticiper et à gérer les risques naturels. Il prévoit dans le même temps des audits de résilience pour aider les entreprises à évaluer leur vulnérabilité et à adopter des pratiques résilientes.

Les partenariats nécessaires pour la mise en œuvre de ces actions dans le cadre du FEDER sont encore à construire, ce qui impliquera une collaboration étroite, dans les semaines à venir, entre les acteurs publics, privés, associatifs et académiques.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

Pour renforcer la résilience des territoires, il est essentiel de décloisonner les approches et les interventions des différents acteurs compétents dans le domaine de l'aménagement et du développement territorial. Le décloisonnement signifie créer des passerelles et des coopérations entre établissements, entre directions, et entre les différents niveaux de gouvernance. Voici comment cette démarche peut être mise en œuvre :

- **Créer des passerelles et des coopérations** : Encourager la collaboration entre les établissements publics, les directions administratives, et les agences spécialisées. Cette collaboration peut se manifester par des projets communs, des échanges de bonnes pratiques et des partenariats stratégiques. Cela suppose également d'utiliser des outils technologiques et méthodologiques pour améliorer la coordination des actions et la gestion des projets. Des plateformes de collaboration, des bases de données partagées et des systèmes de suivi et d'évaluation communs sont des pistes à étudier.
- 22 • **Créer un guichet unique** : Établir un guichet unique pour simplifier l'accès à l'information et aux financements publics. Ce guichet centralisé doit être un point de contact pour toutes les parties prenantes, facilitant les démarches administratives et l'accès aux ressources nécessaires.
- **Soutenir l'ingénierie de proximité** : Renforcer l'ingénierie de proximité en soutenant les acteurs locaux qui font le lien entre le terrain et les décideurs. Cela implique de financer des initiatives locales, de promouvoir des solutions adaptées aux spécificités des territoires et de faciliter l'accès aux sources de financement public. La Collectivité de Corse (CdC), l'État, etc. doivent allouer des ressources pour soutenir l'ingénierie technique et financière.
- **Organiser des événements rassemblant tous les acteurs** : Faciliter des forums, des ateliers et des conférences où tous les acteurs d'un même secteur peuvent se rencontrer, échanger et établir des réseaux. Ces événements doivent être conçus pour créer des habitudes de travail en commun et promouvoir une culture de la coopération. Ces moments permettent aussi de **développer des réseaux de soutien et d'innovation** : Encourager la création de réseaux de soutien pour les projets de résilience, incluant des acteurs publics, privés et associatifs. Ces réseaux doivent faciliter l'innovation et le partage des ressources pour maximiser l'impact des actions menées.

UN PLAN D' ACTIONS PARTAGÉ

La conférence-débat sur les risques naturels et la résilience territoriale a été un moment de réflexion et de partage d'expériences. Les échanges ont permis de dégager des idées novatrices et des solutions concrètes pour renforcer la résilience de nos territoires face aux risques naturels et au dérèglement climatique. Toutefois, il a été convenu que l'impact de cette rencontre ne devait pas se limiter aux seules discussions tenues lors de cet événement.

C'est la raison pour laquelle les intervenants de cette conférence ont choisi de marquer leur engagement en adhérant à ce document intitulé «**Synthèse partagée et engagée pour demain**».

Par cet engagement ils affirment leur volonté de traduire les échanges de cette conférence en actions concrètes et durables. Ils s'engagent à coopérer autant que cela est possible.

Ainsi, cette synthèse n'est pas seulement un compte rendu des discussions, mais un véritable plan d'action partagé qui devrait servir de feuille de route pour des initiatives communes futures.

23



Université de Corse



Agenza d'Urbanisme et d'Energie De la Corse



Fondation de L'Université de Corse



CC du Cap Corse



Conservatoire du Littoral



Communauté d'Agglomération de Bastia



Grand Site du Conca d'Oro



Haut Comité Français pour la Résilience Nationale



Parc Naturel Régional de Corse



Air pur Solutions



CPIE A RINASCITA



Bureau de Recherche Géologiques et Minières



Réseau des jeunes urbanistes, géographes et aménagés



www.aue.corsica



**Agence d'Urbanisme et d'Énergie
de la Corse**

C.C Castellani, avenue du Mont Thabor
CS 20 020 - 20 090 Ajacciu cedex 9

 **04 95 10 98 64**
 **aue@isula.corsica**